

Mémorial

du



Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg.

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, le 9 février 1946.

N° 5

Samstag, den 9. Februar 1946.

Arrêté grand-ducal du 18 janvier 1946 portant modification de l'article 9 de l'arrêté grand-ducal du 30 juillet 1925, complété par l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1938.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Revu Notre arrêté en date du 14 mai 1921, approuvant le statut du personnel des chemins de fer, ainsi que Notre arrêté du 25 juillet 1922, portant modification de diverses dispositions du statut ;

Revu Nos arrêtés du 30 juillet 1925, approuvant les règlements sur les pensions des agents des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, ainsi que Notre arrêté du 27 octobre 1925 portant modification de ces règlements ;

Revu Nos arrêtés du 2 mars 1926, dont le premier étend, avec certaines modifications, l'application aux agents des chemins de fer G.L. soumis à l'assurance-invalidité et vieillesse, ainsi qu'à tous les agents des réseaux à voie étroite, du règlement sur les pensions des agents G.L. non soumis à l'assurance-invalidité et vieillesse et non affiliés à une caisse d'assurance et de retraite, approuvé par Notre arrêté du 30 juillet 1925, tandis que le second arrêté du 2 mars 1926 rend applicable, avec certaines modifications, aux agents des chemins de fer Prince Henri le règlement sur les pensions des agents des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, non soumis à l'assurance-invalidité et vieillesse et non affiliés à une caisse d'assurance et de retraite, publié par notre arrêté du 30 juillet 1925 ;

Revu Nos arrêtés des 17 août 1927, 23 décembre 1927, 1^{er} février 1928, 4 avril 1929, 27 août 1930,

16 février 1933, 5 juillet 1937, 6 avril 1938, 30 novembre 1938 et 26 mars 1945 portant modification du règlement sur les pensions du personnel des chemins de fer luxembourgeois ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et attendu qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'article 9 de l'arrêté grand-ducal du 30 juillet 1925, complété par l'arrêté grand-ducal du 30 novembre 1938, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes, qui sortiront leurs effets à partir du 1^{er} juin 1945 :

« Art. 9. Les traitements servant de base au calcul des pensions seront soumis aux mêmes révisions périodiques que les traitements des agents en activité de service et les pensions seront adaptées au coût de la vie suivant les prescriptions qui sont ou seront en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat luxembourgeois. »

« Toutefois, si, après la mise à la retraite d'un agent, l'emploi que ce dernier occupait au moment de la cessation de ses fonctions, est rangé dans un grade autre que celui qui lui était attribué par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur au moment de la mise à la retraite, la pension de cet agent sera calculée sur la base du traitement correspondant au grade dans lequel l'agent rangeait au moment de la cessation de ses fonctions. »

Art. 2. L'article 31 du règlement sur les pensions du personnel des chemins de fer est abrogé et rem.

placé par les dispositions suivantes, qui sortiront leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1945 :

« Art. 31. a) Les pensions de base actuelles des agents admis à la retraite avant la mise en vigueur du statut du personnel des chemins de fer, telles qu'elles avaient été fixées en exécution de l'arrêté grand-ducal du 4 avril 1929, article 2, alinéa a), seront augmentées à partir du 1^{er} janvier 1945 de 20% pour les rapprocher des pensions des agents mis à la retraite après le 1^{er} juin 1921.»

« Sont également susceptibles de la même majoration les secours (laufende Unterstützungen) et les rentes (Unfallrenten) accordées au personnel et à charge du réseau.»

« Toutefois, les montants ainsi obtenus ne pourront être inférieurs aux minima prévus par l'article 2 de l'arrêté grand-ducal du 26 mars 1945, ni supérieurs aux pensions correspondantes, obtenues postérieurement au 1^{er} juin 1921.»

« b) En outre, les intéressés, agents retraités et veuves, jouiront des allocations pour charges de famille prévues pour le personnel en activité de

service, sans que toutefois ces allocations puissent se cumuler avec les allocations de même nature accordées aux agents en activité.»

« c) Les pensions, rentes, secours et allocations pour charges de famille, majorés comme prévu sous a) et b) seront également adaptés au coût de la vie suivant les prescriptions qui sont ou seront en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat luxembourgeois.»

Art. 3. Notre Ministre des Transports et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Fischbach, le 18 janvier 1946.

Charlotte.

Le Ministre des Transports,

V. Bodson.

Le Ministre des Finances,

P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 18 janvier 1946 portant modification des alinéas 1 et 2 de la disposition additionnelle 1^o, inscrite à la suite du tableau de classification et de rémunération, inséré au statut codifié du personnel des chemins de fer et approuvé par l'arrêté grand-ducal du 26 mai 1930.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 28 décembre 1920, autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer luxembourgeois ;

Vu Notre arrêté du 26 mai 1930, portant approbation du texte codifié du statut du personnel des chemins de fer luxembourgeois ;

Vu Nos arrêtés des 12 août 1932, 23 décembre 1933, 27 novembre 1936, 17 décembre 1937, 2 février 1938, 13 septembre 1938, 30 novembre 1938, 29 décembre 1938, 31 décembre 1938 et 26 mars 1945 ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les alinéas 1 et 2 de la disposition additionnelle 1^o, inscrite à la suite du tableau de classification et de rémunération, inséré au statut codifié du personnel des chemins de fer, approuvé par Notre arrêté du 26 mai 1930 sont modifiés et remplacés par le texte suivant :

« Les traitements, triennales (suppléments faisant partie des traitements) et chevrons correspondent au nombre-indice 100. Ils seront adaptés au coût de la vie suivant les prescriptions qui sont ou seront en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat luxembourgeois.»

Art. 2. L'article 1^{er} de Notre arrêté du 26 mars 1945, portant modification des traitements et des pensions des agents des chemins de fer, est complété par un 2^{me} alinéa de la teneur suivante :

«Disposition transitoire : Dans le cas où un agent promu viendrait à toucher ultérieurement, par suite de la modification des échelles de traitement, un traitement moindre que celui qu'il aurait obtenu en restant dans le grade inférieur, sa promotion lui vaudra la mise à l'échelon qui marque un avancement par rapport au traitement qui lui reviendrait suivant les nouvelles échelles dans son ancien grade.»

Art. 3. L'alinéa final de l'article 2 de Notre susdit arrêté du 26 mars 1945 est complété par l'ajouté suivant

«Cette disposition ne s'applique pas aux veuves remariées, ni à celles bénéficiaires d'une double pension.»

Art. 4. Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur avec effet rétroactif au 16 octobre 1944 pour l'article 1^{er}, et au 1^{er} janvier 1945 pour les autres articles.

Art. 5. Notre Ministre des Transports et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Fischbach, le 18 janvier 1946.

Charlotte.

Le Ministre des Transports,

V. Bodson.

Le Ministre des Finances,

P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 31 janvier 1946 concernant les recours pendants le 10 mai 1940 devant le comité du Contentieux du Conseil d'Etat.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu les lois sur l'organisation du Conseil d'Etat et le règlement de procédure en matière contentieuse;

Vu Notre arrêté du 14 mars 1945, portant modification de Nos arrêtés des 22 avril 1941 et 13 juillet 1944, déterminant l'effet des mesures prises par l'ennemi ;

Considérant qu'il échet de compléter cette réglementation en ce qui concerne les recours formés

avant le 10 mai 1940 auprès du Conseil d'Etat, comité du Contentieux ;

Vu les lois des 28 septembre 1938 et 29 août 1939, portant extension de la compétence du pouvoir exécutif ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Vu l'avis de la Commission du Travail de la Chambre des Députés ;

Sur le rapport et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Notre arrêté du 14 mars 1945, portant modification de Nos arrêtés des 22 avril 1941 et 13 juillet 1944 déterminant l'effet des mesures prises par l'ennemi, est complété comme suit :

Les recours pendants à la date du 10 mai 1940 devant le comité du Contentieux du Conseil d'Etat sont régis par les dispositions suivantes :

1° Sont valables les décisions rendues par les autorités occupantes au cours de la période d'occupation dite «Zivilverwaltung» en matière d'impôts, de cabaretage, d'établissements industriels, d'assurances sociales, d'associations syndicales et de cours d'eau. Elles pourront cependant, à la demande des parties intéressées, être soumises au Conseil d'Etat, comité du Contentieux, pour être décidées conformément aux dispositions légales et réglementaires sur les dites matières.

2° Sont nulles et de nul effet les décisions rendues par les mêmes autorités dans toutes les autres affaires rentrant dans la compétence du comité du Contentieux du Conseil d'Etat ; les parties sont remises au même état où elles se sont trouvées avant ces décisions.

3° Les parties intéressées dans les affaires dont il est question au N° 2 et dans celles n'ayant fait l'objet d'aucune décision devront, à peine de déchéance, informer le secrétariat du comité du Contentieux du Conseil d'Etat, par une déclaration écrite à y déposer dans les trois mois de la date du présent arrêté, de leur intention de maintenir leur recours.

Les demandes visées au N° 1 devront, à peine de déchéance, être formées dans le même délai de 3 mois.

L'art. 13 du règlement de procédure en matière contentieuse du 21 août 1866 n'est pas applicable à ces délais.

Pour les personnes déplacées à l'étranger par une mesure de contrainte de l'ennemi et qui n'ont pas encore pu rentrer au Grand-Duché, ce délai ne courra qu'à partir de leur retour.

Art. 2. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 31 janvier 1946.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

P. Dupong.

Jos. Bech.

P. Krier.

N. Margue.

V. Bodson.

G. Konsbruck.

Eug. Schaus.

Ch. Marx.

Arrêté grand-ducal du 31 janvier 1946, portant majoration des indemnités de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 26 de la loi du 29 juillet 1913, d'après lequel les frais de déplacement à allouer aux fonctionnaires seront à proportionner aux dépenses réelles que les intéressés sont dans le cas de devoir exposer ;

Vu Notre arrêté du 14 mars 1922, portant règlement général des frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat, ainsi que Nos

Arrêté ministériel du 5 février 1946 réglant les conditions d'émission d'une première tranche de l'emprunt autorisé par la loi du 1^{er} février 1946.

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Ministre des Finances,*

Vu la loi du 1^{er} février 1946 autorisant l'émission d'un emprunt de 750.000.000 de francs en une ou plusieurs tranches ;

arrêtés des 14 mars 1922, 29 juillet 1927, 21 décembre 1944 et 9 juillet 1945, concernant la modification du tarif des indemnités de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat ;

Vu les dispositions générales prises pour le paiement des traitements des fonctionnaires, notamment Notre arrêté du 14 janvier 1946, portant nouvelle adaptation des traitements au coût de la vie ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur la proposition de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1946 les indemnités de route et de séjour prévues au tableau annexé à l'arrêté du 14 mars 1922 sont majorées de 100%.

Art. 2. Le supplément d'indemnité de séjour est fixé à 84 fr. par séjour.

Art. 3. Les Membres du Gouvernement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 31 janvier 1946.

Charlotte.

Les Membres du Gouvernement,

P. Dupong.

Jos. Bech.

P. Krier.

N. Margue.

V. Bodson.

G. Konsbruck.

Eug. Schaus.

Ch. Marx.

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. En exécution de la loi précitée du 1^{er} février 1946, l'Etat du Grand Duché de Luxembourg émettra une première tranche d'obligations au porteur d'un import nominal de 300.000.000 francs :

Ces obligations seront émises en coupures de de 500, 1000, 5000, 10000, 50000 et 100000 francs

et porteront intérêts à partir du 16 février 1946 au taux de 4% l'an ; elles seront munies de coupons semestriels payables au porteur le 15 février et le 15 août de chaque année.

Le premier paiement d'intérêts se fera le 15 août 1946.

Les titres sont signés par le Ministre des Finances et contresignés par le chef de service de la Trésorerie de l'Etat. Ces deux signatures pourront être apposées par griffes ou par imprimé. Les obligations seront visées pour contrôle par la Chambre des Comptes.

Les titres porteront un numéro d'ordre et seront munis du timbre du Gouvernement.

Art. 2. Les titres à émettre en exécution de l'art. 1^{er} ainsi que les feuilles de coupons seront exempts de la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Art. 3. Les titres seront remboursables au plus tard le 15 février 1996 ; ce remboursement se fera, soit au pair par tirage annuel au sort, soit par rachat à l'amiable sur le marché libre, sans que toutefois le montant utilisé pour le rachat à l'amiable puisse dépasser 50% de la partie de l'annuité consacrée au remboursement.

Le Gouvernement s'interdit toute conversion (remboursement anticipé ou réduction du taux d'intérêt) dans les dix premières années, c'est-à-dire avant le 15 février 1956.

A partir de 1947 une annuité de 13.965.060 francs sera consentie au paiement des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt. Une somme de 6 millions de francs est consentie en 1946 au paiement des intérêts des obligations à émettre en vertu de l'art. 1^{er} ci-dessus.

Le Ministre des Finances désignera, s'il y a lieu, deux commissaires qui procéderont dans le courant du mois de décembre au tirage au sort des obligations appelées au remboursement pour le 15 février suivant. Les numéros des obligations sorties au tirage seront publiés au *Mémorial*.

Le rachat à l'amiable se fera par les soins de l'organe à désigner par le Ministre des Finances.

Art. 4. Les obligations seront accompagnées d'un talon et d'une feuille de coupons d'intérêts semestriels. Après épuisement de cette feuille, le talon donne droit à la délivrance d'une seconde feuille de coupons.

Art. 5. Le paiement des coupons échus ainsi que le remboursement des titres se feront sans frais à la Caisse Générale de l'Etat.

Au moment de la souscription, la Caisse Générale de l'Etat délivre une quittance de souscription provisoire, qui sera échangée au plus tard le 1^{er} août 1946 contre des titres définitifs.

Art. 6. Les intérêts de ces obligations seront exempts de tous impôts présents et futurs.

Art. 7. Tous les paiements s'effectueront dans le Grand-Duché en espèces ayant cours dans les caisses publiques de l'Etat.

Art. 8. Le service des intérêts cessera à partir du jour où l'obligation est devenue remboursable et celle-ci sera rendue avec le talon et tous les coupons d'intérêts non échus. Les coupons à une échéance postérieure qui manqueraient au titre lors de son remboursement ainsi que ceux indûment touchés après que le titre aura été appelé au remboursement et que la liste des numéros des obligations sorties au tirage aura été publiée conformément à l'art. 3 ci-dessus, seront déduits du capital de l'obligation.

Art. 9. Les obligations de cet emprunt pourront être constituées en certificats nominatifs par application des dispositions des arrêtés Royaux Grand-Ducaux des 5 juillet 1864, 27 août 1867 et 8 août 1883 sur l'émission de certificats nominatifs.

Art. 10. Le Ministre des Finances fera les diligences nécessaires pour obtenir l'admission des titres de l'emprunt à la cote officielle de la bourse de Luxembourg.

Art. 11. Le prix d'émission est fixé à 99,50% de la valeur nominale. La souscription publique sera ouverte le 11 février 1946. Les souscriptions seront reçues à la Caisse Générale de l'Etat, soit directement, soit par l'intermédiaire des établissements financiers agréés par le Ministre des Finances.

Les obligations de l'emprunt pourront également être cédées ferme ou données en option.

Art. 12. Le prix d'émission des obligations est payable soit en espèces, soit en bons du Trésor à 3, 6, 9 mois ainsi qu'en bons de la Reconstruction à 2, 3, 5 ans, repris à 100% de la valeur nominale ou moyennant des fonds indisponibles dans les proportions déterminées à l'article suivant.

Art. 13. Le prix d'émission des obligations souscrites contre espèces est payable intégralement au moment de la souscription. Il sera augmenté des intérêts à 4% l'an courus depuis le 15 février jusqu'à la date de la souscription au cas où celle-ci est postérieure au 15 février.

Les souscripteurs pourront se libérer jusqu'à concurrence de 25% du montant nominal de la souscription au moyen de fonds provenant de leur compte indisponible ouvert conformément aux art. 17 et 18 de l'arrêté grand-ducal du 14 octobre 1944 concernant l'échange monétaire. Le transfert de ces fonds se fera directement des établissements de crédit ou de l'administration des Postes, Télégraphes et Téléphones à la Caisse Générale de l'Etat.

Art. 14. Lorsque le chiffre de 300 millions est atteint, le Ministre des Finances peut ou déclarer la souscription clôturée, ou continuer l'émission au-delà de ce chiffre. Dans le second cas, les montants des annuités de la dotation d'intérêts prévues à

l'art. 3 seront majorés et adaptés au chiffre final de l'émission.

Art. 15. Les bons du Trésor et les bons de la Reconstruction déposés en paiement de la souscription donnent droit au même montant nominal d'obligations du présent emprunt.

Les intérêts courus sur ces bons seront réglés en espèces au moment du dépôt de la souscription. Il en est de même de la différence entre la valeur nominale des bons et le prix d'émission des obligations de cet emprunt.

Art. 16. Il pourra être alloué aux établissements agréés une commission de placement, dont le Ministre des Finances fixera le taux.

Art. 17. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.
Luxembourg, le 5 février 1946.

Le Ministre des Finances
P. Dupong.

Fonds d'Améliorations Agricoles.

(Loi du 27 mai 1937).

Emprunt 1939 — 3½%.

Le 5^e tirage au sort des obligations 3½% de 1939 remboursables le 1^{er} février 1946 a donné le résultat suivant :

340 numéros à fr. 1.250,—

<i>Litt. A</i>	21	24	26	39	45	50	51	56	59	64	65	68	69	70
	72	78	81	86	87	89	90	92	97	102	113	117	119	120
	130	131	135	140	142	146	149	153	155	171	178	185	186	187
	193	203	206	208	214	217	219	222	225	229	234	248	260	261
	264	265	266	276	284	294	295	299	301	303	308	319	322	323
	324	337	339	345	350	352	365	367	376	383	388	404	412	419
	423	432	438	449	452	462	465	471	475	495	498	501	507	511
	519	523	534	535	538	549	561	575	585	587	592	594	595	598
	603	607	610	611	617	631	634	637	639	642	645	650	664	666
	668	672	677	681	684	688	692	698	704	712	714	717	729	732
	737	750	762	765	766	767	770	772	773	775	779	784	787	788
	795	801	804	810	812	813	817	818	822	829	830	834	835	837
	839	848	853	854	857	859	860	870	872	874	880	881	884	889
	896	904	915	919	925	926	928	933	934	937	944	945	952	963
	967	968	970	975	977	983	984	996	999	1002	1003	1006	1009	1011

1017	1019	1020	1025	1027	1030	1033	1034	1037	1038	1043	1045	1047	1050
1054	1067	1069	1079	1085	1086	1087	1089	1090	1097	1101	1102	1103	1125
1127	1132	1136	1137	1138	1140	1145	1146	1151	1156	1164	1166	1170	1172
1177	1178	1181	1183	1184	1188	1189	1192	1194	1195	1198	1201	1202	1209
1216	1222	1227	1230	1234	1246	1247	1251	1255	1259	1260	1261	1263	1265
1270	1271	1274	1279	1283	1285	1287	1288	1289	1290	1292	1294	1295	1299
1303	1317	1318	1319	1321	1326	1328	1331	1333	1334	1335	1336	1341	1345
1346	1347	1348	1350	1352	1355	1356	1357	1363	1364	1365	1366	1371	1375
1377	1381	1382	1385	1388	1389	1396	1398	1399	1401	1402	1403	1408	1409
1412	1415	1416	1419.										

147 numéros à fr. 6.250,—

<i>Litt. B</i>	3	7	19	24	25	32	39	41	54	58	62	63	65	69
	76	77	80	81	87	96	100	117	130	131	138	141	142	144
	146	155	156	157	165	167	170	173	190	192	194	196	203	216
	219	220	221	227	230	232	243	251	253	260	269	275	276	279
	283	286	299	303	304	306	308	310	311	312	313	330	331	338
	342	350	352	355	356	359	370	372	380	381	384	385	388	389
	393	394	398	401	407	408	410	411	418	419	422	426	433	440
	446	448	449	452	453	458	462	464	465	468	470	471	473	474
	476	477	481	488	492	493	499	500	502	507	510	512	513	515
	519	522	528	531	532	535	537	538	545	546	547	553	556	562
	570	576	579	582	584	589	596.							

137 numéros à fr. 12.500,—

<i>Litt. C.</i>	7	28	31	32	35	39	42	62	64	72	73	77	84	93
	104	107	113	123	126	127	137	145	146	149	150	153	158	159
	162	164	165	173	174	177	178	185	188	192	193	199	200	210
	211	212	215	219	222	226	228	229	241	243	249	252	253	255
	263	264	270	271	272	275	278	279	281	283	286	300	307	309
	312	319	320	326	333	334	337	343	350	354	357	361	367	370
	374	378	379	380	382	383	388	391	398	399	401	411	412	418
	422	427	429	430	433	437	440	443	445	451	452	453	455	463
	473	474	475	476	479	480	484	490	496	498	501	508	509	511
	517	518	519	520	535	537	541	542	546	548	559.			

Les intérêts de ces titres cesseront de courir à partir du 1^{er} février 1946.

Les obligations suivantes des emprunts 1938 — 3½% et 1939 — 3½% sorties aux tirages antérieurs n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Emprunt 1938. 3½%.

Litt. A.

2 (4)	3 (4)	7 (4)	12 (4)	13 (2)	14 (3)	17 (2)	18 (4)	22 (4)	23 (2)
26 (2)	30 (4)	33 (3)	35 (4)	38 (3)	45 (3)	46 (3)	53 (4)	55 (4)	56 (2)



57 (4)	59 (4)	62 (4)	63 (4)	64 (4)	66 (4)	71 (3)	72 (4)	74 (4)	78 (4)
85(3)	87 (4)	88 (4)	89 (4)	91 (4)	94 (4)	96 (4)	97 (4)	99 (3)	100 (4)
101 (3)	102 (4)	103 (4)	106 (3)	111 (4)	113 (4)	197 (4)	199 (4)	200 (4)	213 (4)
217 (4)	220 (4)	224 (4)	242 (4)	248 (4)	251 (4)	257 (4)	261 (4)	301 (4)	303 (3)
304 (3)	306 (4)	307 (3)	311 (4)	313 (3)	315 (4)	322 (4)	324 (4)	327 (4)	329 (4)
332 (4)	335 (3)	342 (4)	350 (4)	351 (3)	353 (4)	359 (4)	360 (3)	362 (3)	364 (4)
365 (4)	367 (4)	369 (4)	372 (4)	375 (4)	378 (4)	379 (3)	380 (3)	388 (4)	389 (4)
395 (4)	397 (3)	400 (3)	402 (4)	403 (4)	405 (4)	406 (3)	409 (4)	410 (3)	414 (4)
421 (3)	423 (4)	424 (4)	425 (3)	426 (4)	428 (4)	429 (4)	432.(4)	434 (4)	435 (4)
436 (3)	443 (4)	445 (4)	448 (4)	451 (4)	454 (4)	455 (3)	457 (3)	458 (4)	462 (4)
464 (3)	467 (4)	469 (4)	470 (4)	471 (4)	475 (4).				

Litt. B.

3 (4)	9 (4)	17 (4)	19 (4)	20 (4)	28 (4)	29 (4)	30 (4)	31 (4)	33 (3)
37 (4)	42 (4)	43 (4)	45 (4)	48 (4)	51 (3)	54 (4)	57 (4)	62 (3)	65 (4)
66 (2)	67 (4).								

Litt. C.

203 (3)	207 (4)	210 (3)	212 (4)	214 (3)	215 (4)	217 (2)	219 (4)	223 (4)	225 (4)
227 (4)	228 (4)	229 (4)	233 (4)	234 (2)	236 (2)	237 (4)	238 (4)	242 (3)	249 (3)
252 (4)	253 (4)	256 (3)	259 (4)	262 (4)	264 (4)	266 (4)	257 (4)	268 (4)	269 (4)
270 (4)	271 (3)	273 (4)	274 (3)	275 (4)	280 (4)	282 (4)	283 (3)	284 (3)	287 (3)
288 (3)	289 (4)	293 (2)	296 (4)	297 (3)	322 (4)	328 (3)	329 (4)	331 (2)	334 (3)
335 (2)	340 (4)	353 (4)	355 (3)	359 (3)	361 (3)	362 (3)	366 (4)	367 (4)	368 (4)
370 (3)	371 (4)	374 (3)	377 (4)	378 (3)	379 (4)	387 (4)	388 (4)	391 (4)	392 (4)
394 (4)	396 (4)	401 (4)	403 (3)	404 (3)	409 (4)	413 (4)	416 (4)	419 (3).	

Emprunt 1939. 3½%.

Litt. A.

1 (3)	2 (4)	3 (3)	4 (2)	5 (3)	6 (4)	7 (3)	10 (4)	11 (4)	13 (4)
16 (3)	17 (3)	18 (4)	19 (3)	22 (4)	23 (4)	62 (3)	63 (4)	66 (3)	71 (3)
88 (2)	93 (3)	94 (3)	98 (4)	112 (3)	123 (3)	125 (4)	127 (4)	128 (3)	129 (4)
132 (3)	134 (4)	136 (4)	137 (3)	138 (4)	139 (4)	143 (4)	144 (4)	145 (4)	150 (3)
151 (3)	152 (4)	154 (4)	157 (4)	159 (4)	160 (3)	161 (4)	162 (4)	163 (4)	164 (4)
165 (4)	166 (4)	167 (3)	168 (4)	172 (3)	174 (3)	176 (3)	177 (4)	179 (4)	180 (4)
183 (4)	184 (3)	188 (3)	191 (4)	195 (4)	197 (4)	211 (3)	212 (4)	215 (4)	220 (4)
221 (4)	226 (4)	230 (4)	231 (4)	235 (4)	236 (3)	237 (3)	238 (4)	239 (3)	240 (4)
242 (3)	244 (4)	245 (3)	246 (3)	247 (3)	249 (3)	250 (4)	251 (3)	252 (3)	253 (3)
255 (3)	256 (4)	257 (4)	258 (4)	259 (3)	262 (3)	267 (4)	268 (4)	270 (4)	271 (4)
273 (4)	275 (4)	282 (4)	285 (4)	288 (4)	291 (4)	292 (4)	298 (4)	300 (4)	305 (4)
306 (4)	307 (3)	309 (3)	311 (4)	312 (3)	313 (3)	314 (4)	316 (4)	317 (3)	318 (3)
348 (3)	353 (3)	354 (3)	355 (3)	356 (4)	359 (4)	360 (4)	417 (4)	420 (4)	421 (4)

427 (4) 428 (3) 429 (3) 430 (3) 431 (3) 433 (3) 434 (4) 436 (4) 437 (4) 441 (4)
 445 (4) 455 (4) 459 (4) 461 (3) 463 (4) 464 (3) 466 (4) 473 (3) 474 (4) 476 (4)
 477 (4) 478 (4) 479 (3) 484 (3) 485 (4) 488 (4) 491 (3) 493 (3) 494 (3) 497 (4)
 500 (3) 503 (4) 504 (3) 508 (4) 529 (4) 531 (4) 532 (3) 537 (4) 544 (3) 545 (4)
 546 (4) 547 (4) 552 (4) 553 (4) 554 (4) 555 (4) 560 (4) 563 (4) 565 (4) 566 (4)
 567 (4) 572 (4) 573 (4) 574 (3) 577 (4) 580 (4) 581 (3) 582 (3) 583 (4) 588 (4)
 589 (4) 591 (4) 593 (4) 602 (3) 608 (3) 609 (3) 613 (2) 614 (4) 615 (2) 616 (4)
 620 (3) 621 (3) 624 (3) 625 (4) 627 (3) 629 (4) 633 (4) 641 (3) 647 (3) 649 (3)
 652 (3) 654 (4) 657 (4) 661 (4) 663 (4) 669 (4) 673 (3) 674 (4) 675 (3) 680 (3)
 685 (4) 686 (4) 687 (4) 690 (4) 693 (3) 694 (3) 695 (3) 696 (3) 697 (3) 699 (4)
 700 (3) 701 (3) 702 (4) 703 (4) 705 (3) 706 (3) 707 (4) 708 (4) 710 (4) 715 (4)
 716 (4) 718 (4) 719 (4) 720 (3) 721 (4) 723 (4) 725 (4) 726 (3) 727 (4) 728 (4)
 730 (3) 733 (4) 739 (3) 740 (4) 741 (4) 742 (4) 743 (3) 744 (4) 746 (4) 747 (4)
 749 (3) 751 (3) 753 (3) 755 (4) 757 (3) 758 (4) 759 (3) 760 (4) 761 (4) 763 (4)
 764 (3) 768 (3) 769 (4) 771 (3) 774 (3) 776 (3) 781 (3) 785 (3) 786 (4) 790 (3)
 791 (3) 796 (4) 799 (2) 800 (3) 802 (3) 803 (4) 807 (3) 808 (4) 809 (4) 811 (4)
 814 (3) 815 (3) 819 (4) 820 (4) 823 (4) 824 (4) 825 (3) 826 (3) 828 (4) 832 (3)
 833 (3) 836 (3) 840 (3) 841 (3) 845 (4) 846 (3) 847 (3) 849 (3) 850 (3) 852 (4)
 835 (4) 856 (3) 858 (4) 861 (4) 863 (4) 864 (4) 865 (3) 866 (4) 867 (4) 869 (4)
 871 (3) 873 (3) 875 (3) 876 (3) 877 (4) 878 (3) 882 (4) 883 (3) 885 (4) 886 (4)
 888 (3) 892 (2) 897 (3) 899 (4) 900 (4) 902 (4) 903 (4) 905 (3) 906 (2) 907 (3)
 909 (3) 911 (4) 912 (4) 913 (3) 917 (4) 918 (4) 920 (3) 923 (4) 924 (3) 927 (4)
 930 (3) 931 (4) 932 (4) 935 (2) 938 (3) 939 (4) 948 (3) 950 (4) 951 (3) 954 (4)
 956 (3) 958 (4) 959 (3) 960 (3) 964 (4) 965 (4) 966 (3) 969 (4) 973 (2) 974 (3)
 976 (4) 980 (3) 981 (4) 982 (4) 985 (4) 986 (4) 987 (4) 990 (3) 993 (3) 997 (4)
 1000 (3) 1007 (3) 1012 (4) 1014 (3) 1015 (4) 1018 (3) 1022 (4) 1023 (3) 1024 (3) 1026 (4)
 1028 (3) 1029 (3) 1031 (3) 1035 (4) 1039 (4) 1041 (4) 1042 (3) 1046 (3) 1048 (4) 1049 (4)
 1053 (3) 1056 (4) 1057 (3) 1061 (2) 1064 (3) 1065 (4) 1066 (3) 1071 (3) 1077 (4) 1078 (3)
 1080 (3) 1083 (4) 1091 (3) 1092 (3) 1093 (4) 1094 (4) 1095 (4) 1105 (4) 1106 (4) 1108 (3)
 1109 (3) 1112 (4) 1113 (3) 1117 (3) 1118 (3) 1120 (4) 1121 (4) 1123 (3) 1124 (4) 1128 (2)
 1129 (3) 1131 (3) 1139 (4) 1142 (3) 1144 (3) 1147 (4) 1150 (3) 1152 (4) 1159 (2) 1160 (4)
 1161 (3) 1163 (4) 1167 (3) 1173 (4) 1174 (4) 1179 (4) 1182 (3) 1187 (3) 1190 (3) 1191 (3)
 1196 (4) 1200 (4) 1204 (4) 1208 (3) 1210 (4) 1214 (3) 1220 (4) 1225 (3) 1231 (4) 1237 (2)
 1240 (4) 1245 (4) 1249 (4) 1253 (3) 1256 (3) 1257 (3) 1266 (4) 1273 (3) 1275 (2) 1277 (4)
 1278 (4) 1282 (4) 1286 (3) 1291 (4) 1293 (2) 1297 (3) 1298 (4) 1304 (4) 1306 (4) 1307 (3)
 1315 (4) 1320 (4) 1323 (4) 1324 (4) 1325 (3) 1327 (3) 1329 (3) 1330 (3) 1332 (4) 1337 (2)
 1340 (4) 1349 (3) 1351 (3) 1354 (3) 1360 (3) 1361 (3) 1362 (3) 1372 (4) 1373 (4) 1374 (4)
 1378 (3) 1386 (3) 1390 (4) 1391 (4) 1393 (2) 1404 (3) 1406 (4) 1407 (3) 1410 (4) 1411 (3)
 1413 (3) 1414 (4) 1418 (3).

<i>Litt. B.</i>									
1 (4)	2 (4)	13 (4)	14 (4)	15 (3)	17 (3)	20 (4)	22 (3)	23 (4)	31 (3)
33 (4)	34 (4)	42 (4)	44 (4)	48 (3)	49 (3)	51 (3)	52 (3)	53 (3)	55 (4)
56 (4)	59 (4)	61 (4)	66 (3)	67 (4)	68 (3)	73 (3)	75 (3)	78 (4)	82 (4)
83 (2)	84 (3)	85 (3)	88 (4)	89 (3)	90 (3)	91 (3)	94 (4)	99 (4)	101 (3)
116 (4)	119 (4)	120 (3)	121 (4)	122 (4)	123 (4)	125 (4)	127 (3)	128 (4)	129 (3)
133 (3)	171 (4)	172 (4)	174 (4)	175 (3)	177 (3)	179 (3)	181 (4)	182 (4)	187 (3)
189 (3)	191 (4)	193 (3)	195 (4)	198 (4)	199 (3)	201 (3)	204 (3)	205 (3)	206 (4)
209 (4)	211 (3)	212 (4)	213 (4)	215 (4)	217 (3)	218 (3)	222 (4)	231 (4)	233 (4)
234 (4)	236 (4)	238 (3)	239 (3)	240 (3)	242 (3)	244 (3)	245 (3)	249 (3)	250 (3)
252 (4)	254 (4)	256 (3)	257 (3)	258 (4)	259 (3)	261 (3)	264 (3)	268 (4)	270 (3)
271 (4)	272 (4)	277 (3)	278 (3)	280 (4)	281 (4)	284 (4)	290 (3)	291 (4)	292 (4)
297 (2)	298 (3)	300 (4)	307 (4)	315 (4)	316 (3)	317 (3)	318 (3)	320 (4)	321 (4)
324 (3)	326 (3)	328 (4)	332 (4)	334 (4)	335 (3)	336 (3)	337 (3)	339 (4)	341 (4)
345 (4)	346 (4)	347 (4)	353 (4)	354 (3)	357 (4)	360 (3)	362 (3)	364 (4)	366 (4)
367 (4)	368 (4)	373 (4)	376 (4)	377 (4)	383 (3)	387 (4)	390 (4)	397 (4)	400 (4)
402 (3)	403 (3)	404 (2)	405 (4)	406 (3)	409 (4)	412 (4)	414 (4)	415 (4)	417 (4)
420 (4)	423 (4)	424 (3)	428 (3)	429 (2)	431 (3)	439 (3)	441 (4)	442 (4)	443 (3)
444 (3)	445 (3)	450 (3)	451 (3)	455 (3)	456 (3)	457 (3)	460 (4)	461 (3)	463 (3)
466 (3)	467 (4)	469 (4)	479 (2)	482 (4)	483 (3)	485 (3)	487 (3)	491 (3)	496 (4)
497 (4)	504 (4)	506 (4)	508 (4)	511 (3)	514 (4)	518 (4)	520 (4)	523 (3)	524 (4)
525 (3)	526 (3)	527 (4)	530 (4)	533 (3)	534 (3)	536 (4)	543 (4)	544 (4)	548 (3)
549 (3)	550 (4)	554 (3)	555 (3)	563 (4)	564 (3)	565 (2)	566 (3)	567 (3)	569 (3)
572 (3)	573 (4)	575 (3)	577 (3)	578 (4)	580 (4)	581 (4)	583 (4)	588 (3)	590 (3)
593 (4)	595 (4).								
<i>Litt. C.</i>									
420 (3)	421 (4)	423 (4)	424 (3)	425 (3)	435 (4)	439 (4)	449 (4)	461 (4)	465 (4)
468 (4)	481 (4)	482 (4)	486 (4)	522 (4)	523 (4)	524 (3)	533 (4)	540 (4)	545 (4)
552 (4)	553 (3)	554 (3)	560 (3).						

Le remboursement se fera sans frais, entre les mains du porteur à Luxembourg, aux guichets de la Caisse d'Épargne de l'État suivant les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 15 mai 1945.

CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT,

25 janvier 1946.

Fonds d'améliorations agricoles.

Avis. — Relations Extérieures. — Par arrêté grand-ducal du 28 janvier 1946 l'exequator a été accordé à M. Frédéric Muller pour exercer les fonctions de Consul de la Confédération Suisse dans le Grand-Duché. — 5 février 1944.

Avis. — Assurance-maladie. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en date du 26 janvier 1946, les modifications suivantes apportées à l'art. 14 des statuts des caisses régionales de maladie de Diekirch, Grevenmacher et Luxembourg, décidées les 14 janvier 1946 resp. 19 janvier 1946 par les comités-directeurs respectifs conformément à l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1944 concernant la réglementation du service d'ordre intérieur des caisses de maladie, ont été approuvées.

Texte des modifications :

1° Art. 14 sub 7 deuxième phrase : «Le secours pécuniaire en cas d'incapacité de travail est porté à 60% du salaire quotidien moyen».

2° Art. 14 sub 8 première phrase : «En cas d'hospitalisation d'un assuré ayant charge de famille, le secours pécuniaire durant l'hospitalisation est fixé au 2/3 du secours pécuniaire sub 7 ».

3° Art. 14 sub 9 : «En cas d'hospitalisation d'un assuré sans charge de famille, il est accordé un secours pécuniaire durant l'hospitalisation égal à 30% du secours pécuniaire sub 7 ».

Les présentes modifications entrent en vigueur le 1^{er} février 1946 et seront appliquées jusqu'à décision contraire des comités-directeurs respectifs. — 26 janvier 1946.

Avis. — Assurance-maladie. — Par arrêté de Monsieur le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en date du 26 janvier 1946, les modifications suivantes apportées à l'article 5 des statuts de la caisse patronale de maladie Arbed-Dommeldange, par décision du comité-directeur du 21 janvier 1946, prise conformément à l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1944 concernant la réglementation du service d'ordre intérieur des caisses de maladie, ont été approuvées.

Texte des modifications :

1° § 5 A b 1 dernière partie : En cas de prothèse dentaire, la caisse accorde à ses affiliés une subvention de 100 francs par dent remplacée ainsi qu'un maximum de 300 francs pour les fournitures accessoires (plaque, crochets, suctions).

2° § 5 C b 1 dernière partie : En cas de prothèse dentaire, la caisse accorde aux membres de famille de ses assurés une subvention de 75 francs par dent remplacée ainsi qu'un maximum de 300 francs pour les fournitures accessoires (plaque, crochets, suctions).

Les présentes modifications entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1946 et seront appliquées jusqu'au 1^{er} juillet 1946. — 26 janvier 1946.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury nommé par arrêté grand-ducal du 31 janvier 1946 pour procéder à l'examen pratique des candidats forestiers en 1946, et composé de :

a) MM. Jean *Marso*, avocat, à Luxembourg, Nic. *Obertin*, garde général des eaux et forêts à Luxembourg, Guillaume *Rischard*, garde général à Luxembourg, Emile *Gillen*, garde général, à Diekirch et Emile *Schlesser*, avocat à Luxembourg, comme membres effectifs ;

b) MM. Paul *Modert*, inspecteur des eaux et forêts à Luxembourg, Alphonse *Eichhorn*, garde général à Luxembourg et René *Schwickert*, garde général à Diekirch, comme membres suppléants ; se réunira le lundi, 25 février 1946, à 11 heures du matin, à la Direction des Eaux et Forêts à Luxembourg, pour être installé et recevoir communication des pièces produites par les récipiendaires.

Le jury nommera dans son sein un président et un secrétaire. L'examen commencera immédiatement après l'installation et aura lieu dans les mêmes locaux.

Les récipiendaires devront faire parvenir leurs demandes au Département de l'Intérieur avant le 16 février 1946 et y joindront :

1° la quittance du receveur de l'enregistrement constatant le versement à la caisse de l'Etat d'une somme de 200 francs ;

2° les certificats et diplômes justifiant qu'ils ont subi les examens antérieurs exigés par l'arrêté grand-ducal du 15 décembre 1925. — 2 février 1946.

Avis. — Contributions et Accises. — Par arrêté grand-ducal du 30 janvier 1946 ont été nommés receveurs des Contributions :

- 1° à Luxembourg-Bonnevoie, M. Félix *Broos*, receveur des Contributions à Bascharage ;
 - 2° à Ettelbruck, M. Jean *Frank*, receveur des Contributions à Roodt s/Syr ;
 - 3° à Diekirch, M. Joseph *Campill*, receveur des Contributions à Esch s/Alzette II ;
 - 4° à Grevenmacher, M. Adolphe *Greisch*, receveur des Contributions à Rédange s/Attert ;
 - 5° à Bettborn, M. Victor *Reckinger*, chef de service des Contributions à Pétange ;
 - 6° à Esch s/Sûre, M. Emile *Schroeder*, chef de service des Contributions à Rumelange ;
 - 7° à Larochette, M. Guillaume *Hartmann*, chef de service des Contributions à Hollerich.
-